

Direction Jeunesse, Développement Associatif

Objet | Convention de mise à disposition des locaux, entre la VILLE DE CENON et l'Association « GERMAINE VEILLE » - Avenant 1

Monsieur Jean-François Egron, Maire de CENON,

Vu, la délégation de pouvoirs accordée par délibération 2020-19 du Conseil Municipal du 28 mai 2020, en vertu des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu, les actions de partenariat menées avec les associations, sur l'ensemble du territoire municipal, afin de développer la participation des habitants ;

Vu, les objectifs arrêtés par l'association, à savoir :

- *Sensibiliser et éduquer des publics aux pratiques de jardinage en permaculture ;*
- *Favoriser le savoir faire de l'agroécologie ;*
- *Développer et partager les valeurs et la démarche écoresponsable citoyenne.*

Considérant l'utilité de mettre à la disposition des associations, des locaux pour mener ces actions et développer la vie associative :

DECIDE

Article 1^{er}

Par convention du 19 février 2021, la Ville de CENON mettait à la disposition de l'association « GERMAINE VEILLE », un mobil home appartenant à la commune, situé en hôtel de Ville. Cet équipement sera partagé de manière permanente avec l'association « LES GOURMANDIGNES ». La Ville de CENON consent à prolonger la convention précitée jusqu'au 31 mars 2023.

Article 2

La convention est, en conséquence, modifiée dans son seul article 8.

Article 3

Conformément à l'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présente décision sera soumise aux mêmes règles de publicité et de contrôle que les délibérations du Conseil Municipal et fera l'objet d'une communication lors de la prochaine réunion.

Fait à Cenon, le 23 janvier 2023

Jean-François EGRON
Maire de Cenon

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

033-213301195-20230201-2023-20-DM-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 01/02/2023

Publication : 02/02/2023

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

N° de feuillet